

L'ONU en tant que Gardienne de la Paix Mondiale et son Rôle dans la Crise Ukrainienne

Article initialement publié dans « The Cadmus Journal » le 21 Juin 2022 par

Elena Andreevska

*Professeur, Université des Nations Unies pour la paix, Centre européen pour la paix et le développement ;
Membre associé, Académie Mondiale des Arts et des Sciences*

Résumé

Après la Seconde Guerre Mondiale, la communauté internationale a été revigorée pour concevoir un organisme international capable de limiter le déclenchement d'une autre guerre mondiale. La Charte des Nations Unies (ONU) prévoyait que l'organisation devait être « gardienne de la paix et de la sécurité internationales, promotrice des droits de l'homme, protectrice du droit international et ingénieure du progrès socioéconomique ».

L'idée que Vladimir Poutine a réagi comme il l'a fait parce qu'il est déterminé à recréer l'Union soviétique sous le couvert d'une Union Douanière Eurasienne est devenue monnaie courante parmi les échos que l'on en a à Washington. Ce qui motive vraiment un mouvement essentiellement préventif et largement défensif de la part de la Russie, c'est la perspective de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. En Ukraine, il n'y a peut-être pas de bonnes options pour résoudre la crise, mais la « moins mauvaise » option serait un règlement négocié par l'ONU.

L'ONU et ses membres rêvent de paix mondiale, tout comme vous et moi. En fait, nous sommes arrivés à ce moment de l'histoire qui est un tournant. L'humanité a une décision à prendre. Allons-nous planter la graine de la paix mondiale ou sommes-nous condamnés à répéter les échecs du 20ème siècle ? Un monde de ténèbres, d'oppression et de conflit plongé dans la guerre. Cet article examinera la question de savoir si nous voulons qu'il en soit ainsi ou si l'ONU devrait reprendre ce qui figure dans la Charte, ainsi que dans quelle mesure la position actuelle du Conseil de Sécurité des Nations Unies et les principes du droit international, peuvent permettre une intervention lors de la réponse à un conflit interne.

1. Introduction

L'ONU a été créée en 1945, à la suite des ravages de la Seconde Guerre Mondiale, avec une mission centrale : le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'ONU accomplit cela en s'efforçant de prévenir les conflits, en aidant les parties en conflit, en faisant la paix, en déployant des soldats de la paix et en créant les conditions permettant à la paix de s'installer et de s'épanouir. Ces activités se chevauchent souvent et devraient se renforcer mutuellement pour être efficaces. *

L'article 1 de la Charte des Nations Unies énonce les objectifs suivants :

1. Maintien la paix et de la sécurité internationales et, à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix, réprimer les actes d'agression ou autres violations de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques et conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le

- règlement des situations ou différends internationaux susceptibles de conduire à une violation de la paix ;
2. Etablir entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et de prendre toutes autres mesures appropriées pour renforcer la paix universelle ;
 3. Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, et en promouvant et encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ; et
 4. Être un centre d'harmonisation des actions des nations dans la réalisation de ces objectifs communs.

« Depuis la fin des années 1990, il y a eu de nombreux appels à des réformes de l'ONU, alors qu'il n'est pas très clair ou qu'il n'y a pas de consensus sur ce que la réforme pourrait être dans la pratique. »

2. Quel est le rôle de l'ONU ? Les citations suivantes y répondent. Pas seulement au Timor oriental, mais dans n'importe quel conflit.

... Le 23 janvier 1976, l'ambassadeur américain aux Nations Unies, Daniel Patrick Moynihan, envoya un câble top-secret à Kissinger dans lequel il se vantait des « progrès considérables » qu'il avait réalisés en bloquant l'action de l'ONU au Timor oriental. Moynihan écrit plus tard : « Le département d'État souhaitait que les Nations Unies se révèlent totalement inefficaces [sur le Timor oriental]. Cette tâche m'a été confiée, et je l'ai menée à bien avec un succès non négligeable » (John Pilger, Guardian, 21 septembre 1999).

Il n'est pas trompeur de parler du rôle de l'ONU. L'ONU est presque impuissante en tant qu'entité abstraite ou même en tant que représentante des nations du monde. L'ONU ne peut agir, au contraire, que dans la mesure où elle y est autorisée par les grandes puissances, c'est-à-dire principalement les États-Unis (É.-U.).

L'organisation souffre également d'une pénurie extrême de financement en raison du refus continu des États-Unis de payer leurs cotisations. †

L'influence des États-Unis est la plus grande au Conseil de Sécurité, mais certains organes de l'ONU, tels que l'Assemblée Générale ou les organes traitant des questions économiques et sociales, ont eu à leur tête une majorité de pays du tiers monde depuis le début de l'ère de la décolonisation. En conséquence, l'objectif principal de la politique américaine a été de saper et de marginaliser l'ONU. L'ONU devrait avoir un rôle important dans les affaires mondiales, mais la politique américaine et les politiques d'autres États de premier plan limitent sévèrement l'organisation internationale. Du point de vue des décideurs américains, cependant, l'ONU joue un rôle crucial car elle sert de bouc émissaire commode quand quelque chose ne va pas. Par exemple, la catastrophe actuelle au Timor oriental est directement attribuable au refus des États-Unis et d'autres puissances occidentales d'empêcher les atrocités commises sur une période d'un quart de siècle, mais l'ONU en assumera probablement la responsabilité (Stephen R. Shalom, Noam Chomsky et Michael Albert, 1999).

La réforme du Conseil de Sécurité concerne les intérêts vitaux de tous les membres de l'ONU et l'avenir de l'ONU et conduira à un ajustement majeur du système de gouvernance mondiale et de l'ordre international, mais des décennies de tentatives de réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU sont dans une impasse totale. §

3. Pourquoi les Réformes de l'ONU sont-elles Nécessaires ?

Depuis la fin des années 1990, de nombreux appels ont été lancés en faveur d'une réforme de l'ONU, alors qu'il n'est pas très clair ou qu'il n'existe pas de consensus sur ce que la réforme pourrait être dans la pratique. Cependant, en raison des intérêts divergents des différents pays et des diverses cultures, religions et idéologies, une réforme de l'ONU ne peut se faire du jour au lendemain.

Face à l'accumulation des menaces et des défis, en particulier dans le maintien de l'unité de l'ONU, la réforme du Conseil de Sécurité, l'aspect crucial, que les chercheurs considèrent comme un must, a attiré presque la plus grande attention mondiale. †

La réforme du Conseil de Sécurité concerne les intérêts vitaux de tous les membres de l'ONU et l'avenir de l'ONU et conduira à un ajustement majeur du système de gouvernance mondiale et de l'ordre international, mais des décennies de tentatives de réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU sont dans une impasse totale. §

Les États-Unis soutiennent la priorité accordée à l'augmentation de la représentation et de la participation des pays en développement, en particulier des pays Africains, considérant une augmentation collective des pays en développement comme une caractéristique déterminante.

Ils ont souligné que la réforme devait accroître les possibilités pour les petits et moyens pays de siéger au Conseil et de participer à leurs processus de prise de décisions, affirmant que c'était le seul moyen de rendre le Conseil plus démocratique, transparent et efficace.

Les experts disent que la réforme signifie le réajustement et la répartition des intérêts et des pouvoirs, et que les différents États membres et camps ont leurs propres revendications. ¶

À cet égard, la réforme devrait être fondée sur le renforcement de la capacité de l'ONU à relever les défis mondiaux et à diriger le monde vers une paix et un développement, durables. Les États membres devraient travailler dans la solidarité et la coopération pour soutenir la cause de la paix, du développement et des droits de l'homme de l'ONU, sur la base du consensus selon lequel l'ONU devrait jouer un rôle central dans les affaires internationales. **

4. Le Conflit Armé en Ukraine et le Rôle de l'ONU

La situation sécuritaire en Ukraine s'est rapidement détériorée à la suite du lancement d'une offensive militaire de la Fédération de Russie le 24 février 2022. La violence armée s'est intensifiée dans au moins huit oblasts (régions), dont l'oblast de Kiev et la capitale, Kiev, ainsi que dans les oblasts de Donetsk et Lougansk, qui étaient déjà touchés par le conflit. ††

« Le monde est témoin depuis un certain temps de l'incapacité du Conseil de Sécurité à agir correctement en raison de sa structure. La cause profonde de la crise a été, dans la plupart des cas, la mauvaise utilisation du droit de veto par les membres du P5. L'idée avait été considérée comme essentielle après la Seconde Guerre mondiale. »

Le conflit armé actuel en Ukraine a suscité toutes sortes de questions sur l'ONU, en particulier le rôle du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU), de l'Assemblée Générale et du Secrétaire Général. ††

5. Le Conseil de Sécurité peut-il Arrêter la Guerre Russo-Ukrainienne ?

« J'exhorte le Conseil à faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin à la guerre et atténuer son impact, tant sur le peuple ukrainien qui souffre que sur les personnes vulnérables et les pays en développement du monde entier » (Secrétaire Général António Guterres, 2022).

Le conflit armé actuel en Ukraine a suscité toutes sortes de questions sur l'ONU, en particulier le rôle du Conseil de Sécurité, de l'Assemblée Générale et du Secrétaire Général, ainsi que sur la question de savoir pourquoi l'ONU ne peut pas résoudre la crise ukrainienne.

6. Conclusion

Le monde est témoin depuis un certain temps de l'incapacité du Conseil de Sécurité à agir correctement en raison de sa structure. La cause profonde de cette situation a été, dans la plupart des cas, la mauvaise utilisation du droit de veto par les membres du P5. L'idée avait été considérée comme essentielle après la Seconde Guerre mondiale. §§

La seule solution potentielle à cette boucle infinie est un changement dans la structure du CSNU. Il ne doit pas nécessairement s'agir de l'abolition du droit de veto. Au lieu de cela, le veto doit être limité afin que le Conseil de Sécurité des Nations Unies ne soit pas limité dans l'exécution du travail prévu. (cf Rôle et pertinence du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans la Prévention et l'Atténuation des Conflits Interétatiques : une Analyse du Point de Vue du Conflit Russo-Ukrainien). Le Conseil de Sécurité de l'ONU ne sera cependant pas l'endroit où la crise ukrainienne sera résolue, surtout si elle dégénère en guerre ouverte, car c'est exactement ainsi que le système a été conçu. ¶¶

Ce n'est pas un bon signe pour la chance déjà mince que l'ONU intervienne dans toute invasion potentielle. Il est vrai que l'ONU a été conçue pour agir comme un contrôle sur les États prêts à faire la guerre à leurs voisins. ***

La Charte des Nations Unies stipule que les pays qui sont parties à un différend, comme la Russie, doivent s'abstenir sur toute résolution du Conseil de Sécurité concernant le règlement pacifique du conflit. Mais comme l'explique l'analyste de l'ONU Richard Gowan, cela ne signifie pas nécessairement qu'il existe un moyen astucieux d'esquiver le veto de Moscou sur l'Ukraine.

Ni les États-Unis ni aucun des cinq autres membres permanents (P5) du Conseil ne voudront probablement créer des précédents pour limiter leurs propres pouvoirs de veto à l'avenir, juste pour marquer ce qui pourrait équivaloir à un point symbolique. Forcer la Russie à opposer son droit de veto à une résolution, comme l'Occident l'a souvent fait à propos de la Syrie, rendrait le propos tout aussi clair. †††

Le Conseil de Sécurité de l'ONU ne peut rien faire pour répondre au conflit armé de la Russie en Ukraine, car une réforme doit être faite de toute urgence.

Le Conseil de Sécurité ne sera pas le lieu où la crise ukrainienne sera résolue, surtout si elle dégénère en guerre ouverte. †††

Au cours des négociations visant à établir les Nations Unies dans les dernières années de la Seconde Guerre Mondiale, l'Union Soviétique avait un siège à la table des négociations en tant

que l'un des Trois Grands, aux côtés des États-Unis et du Royaume-Uni. (La France et la Chine complètent les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité que nous connaissons aujourd'hui.) Mais les Russes se méfiaient profondément des contraintes que le nouvel ordre international aurait sur leur propre sécurité. D'avoir été expulsé de la [Société des Nations en 1939](#) pesait lourdement sur l'esprit de Staline alors qu'il se demandait s'il devait participer à la nouvelle organisation préconisée par le président Franklin D. Roosevelt.

Une partie de l'accord conclu lors de la réunion des Alliés à Yalta en 1945 stipulait que les Cinq Grands membres obtiendraient un droit de veto sur la plupart des décisions du Conseil de Sécurité. Ainsi, alors qu'une majorité simple pourrait soulever n'importe quelle question, toute action coercitive nécessite l'approbation unanime des cinq. C'était un compromis acceptable pour les négociateurs de Moscou, garantissant que la nouvelle organisation ne pourrait jamais être retournée contre l'Union Soviétique ou son successeur à l'ONU, la Fédération de Russie.

La Charte des Nations Unies stipule que les pays qui sont parties à un différend comme la Russie dans la situation actuelle doivent s'abstenir sur toute résolution du Conseil de Sécurité concernant le règlement pacifique du conflit. Mais comme l'explique l'analyste de l'ONU Richard Gowan, cela ne signifie pas nécessairement qu'il existe un moyen astucieux d'esquiver le veto de Moscou sur l'Ukraine :

Rendant les choses plus difficiles pour la diplomatie de l'ONU, la Russie a assumé la présidence tournante du Conseil de Sécurité. Ce pouvoir signifie qu'aucune escalade n'entraînera une réunion d'urgence du conseil à aucun moment. Et tandis que l'Assemblée Générale, où chaque pays dispose d'une voix, pourrait condamner toute invasion russe de l'Ukraine, toutes les solutions qu'elle propose ne seraient pas contraignantes pour la Russie.

Cela ne veut pas dire que l'ONU sera complètement inutile dans ce cas. Il y a certainement un élément de diplomatie publique présent dans les réunions publiques du Conseil de Sécurité, offrant une chance aux États membres de se défouler, comme l'a fait valoir David Bosco, Professeur à l'Université de l'Indiana. Nous en voyons peut-être les résultats étant donné l'intérêt pour la diplomatie que nous avons constaté de toutes parts depuis la réunion de l'ONU.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU s'est réuni pour discuter des tensions entre la Russie et l'Ukraine qui pourraient ou non se terminer avec l'invasion de celle-ci.

Ce n'est pas un bon signe pour la probabilité déjà mince que l'ONU intervienne dans une invasion potentielle. Il est vrai que l'ONU a été conçue pour agir comme un frein aux États prêts à faire la guerre à leurs voisins. L'exemple classique à ce stade est l'autorisation par le Conseil de recourir à la force pour refouler l'Irak de Saddam Hussein après son invasion du Koweït au début des années 1990. Il n'y a absolument aucune chance pour autant qu'une action directe autorisée par l'ONU fasse reculer toute agression russe ou des sanctions économiques multilatérales comme celles qui ont été imposées au programme nucléaire iranien au cours de la dernière décennie.

Mais tout cela signifie qu'il n'y aura pas d'action ferme à l'ONU sur ce front. Et c'est exactement ce que l'Union soviétique voulait de son siège à la table. Leur position permet à la fois une action collective mais garantit que l'ONU peut être empêchée de faire quoi que ce soit qui ne soit pas dans l'intérêt national de Moscou.

Il y a une raison pour laquelle malgré toutes l'emprise des Russes sur les Nations Unies et les atteintes à leur souveraineté, ils ne menacent jamais de partir complètement. Au lieu de cela, ils savent qu'il est préférable d'être à la table avec un droit de veto plutôt que d'être à l'extérieur et de regarder à l'intérieur. Pour d'autres États membres comme l'Ukraine, cependant, cela signifie que toute promesse de protection par l'ONU contre une agression est vouée à l'échec lorsque c'est l'un des alliés victorieux de la Seconde Guerre Mondiale qui frappe à leur porte. Oui, les Nations Unies ont apporté d'importantes contributions aux pourparlers pacifiques, mais proche de son 70e anniversaire, l'ONU n'a pas encore trouvé le moyen d'atteindre son objectif fondateur.

Références

1. Colum Lynch – Foreign Policy. [Colum Lynch – Foreign Policy](#).
Colum Lynch – Politique étrangère. [Colum Lynch – Politique étrangère](#)
2. Indiana University professor David Bosco, David Bosco on Russian Invasion and Possible War Crimes | C-SPAN.org.
David Bosco, Professeur à l'Université de l'Indiana, David Bosco, sur l'Invasion Russe et les Crimes de Guerre Possibles | C-SPAN.org.
3. Johan Pilger, Guardian 21 September 1999 in an article called Under the Influence, [The Role of the UN — Global Issues](#).
<https://www.theguardian.com/world/1999/sep/21/easttimor.unitednations>
Johan Pilger, Le Guardian 21 septembre 1999 dans un article intitulé Sous l'influence, [The Role of the UN — Global Issues](#).
<https://www.theguardian.com/world/1999/sep/21/easttimor.unitednations>
4. Richard Gowan, Crisis Group.
Richard Gowan, Groupe de Crise.
5. Role and Relevance of UNSC in Interstate Conflicts Prevention and Mitigation: An Analysis from the Perspectives of Russia-Ukraine Conflict, there international prism.com.
Rôle et Pertinence du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans la Prévention et l'Atténuation des Conflits Interétatiques: une Analyse des Perspectives du Conflit Russo-Ukrainien, il prism.com international.
6. Secretary-General António Guterres in remarks to the Security Council, 05 April '2022. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2022-05-05/remarks-the-security-council-ukraine%C2%A0>
Le Secrétaire Général António Guterres dans une allocution au Conseil de Sécurité, le 5 avril 2022. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2022-05-05/remarks-the-security-council-ukraine%C2%A0>
7. Stephen R. Shalom, Noam Chomsky, and Michael Albert, [East Timor Questions & Answers,\(chomsky.info\)](#).
Stephen R. Shalom, Noam Chomsky et Michael Albert, [Questions et réponses sur le Timor oriental \(chomsky.info\)](#).

8. Why the United Nations can't solve the Ukraine crisis
<https://www.msnbc.com/opinion/why-united-nations-can-t-solve-ukraine-crisis-n1288480>

Pourquoi les Nations Unies ne peuvent pas résoudre la crise ukrainienne
<https://www.msnbc.com/opinion/why-united-nations-can-t-solve-ukraine-crisis-n1288480>

9. Secretary General Reminds Security Council Members of Need for Solidarity, Secretary General Reminds Security Council Members of Need for Solidarity, Expression Deep Regret over Inaction of Suffering Ukraine, Poor Countries.

Le Secrétaire Général rappelle aux membres du Conseil de Sécurité la nécessité de la solidarité, le Secrétaire Général rappelle aux membres du Conseil de Sécurité le besoin de solidarité, exprimant son profond regret face à l'inaction de l'Ukraine qui souffre et des pays pauvres.

10. Duan Fengyuan, UN reform: What to change and what to keep?,CGTN.
<https://news.cgtn.com/news/2020-09-03/UN-reform-What-to-change-and-what-to-keep--SXkY62EUoM/index.html>

Duan Fengyuan, Réforme de l'ONU : Que changer et que garder?,CGTN.
<https://news.cgtn.com/news/2020-09-03/UN-reform-What-to-change-and-what-to-keep--SXkY62EUoM/index.html>

11. [Why the United Nations can't solve the Ukraine crisis](https://www.msnbc.com/opinion/why-united-nations-can-t-solve-ukraine-crisis-n1288480)
<https://www.msnbc.com/opinion/why-united-nations-can-t-solve-ukraine-crisis-n1288480>

[Pourquoi les Nations Unies ne peuvent pas résoudre la crise ukrainienne](https://www.msnbc.com/opinion/why-united-nations-can-t-solve-ukraine-crisis-n1288480)
<https://www.msnbc.com/opinion/why-united-nations-can-t-solve-ukraine-crisis-n1288480>

* Le Conseil de Sécurité de l'ONU a la responsabilité principale de la paix et de la sécurité internationales. Il ne fait aucun doute que le moyen le plus efficace de réduire les souffrances humaines et les coûts économiques massifs des conflits et de leurs conséquences est de prévenir les conflits en premier lieu. L'ONU joue un rôle important dans la prévention des conflits, en recourant à la diplomatie, aux bons offices et à la médiation. Parmi les outils utilisés par l'Organisation pour ramener la paix figurent les envoyés spéciaux et les missions politiques sur le terrain. Voir « Rôle du Conseil de Sécurité », Opérations de Maintien de la Paix des Nations Unies.

† Par exemple, tout soldat de la paix envoyé au Timor oriental ne sera probablement pas une force de l'ONU parce que le Congrès américain a exigé qu'il y ait un délai de 15 jours avant que le gouvernement américain puisse approuver une opération de maintien de la paix de l'ONU et a interdit à Washington de payer sa participation autorisée des coûts d'une telle opération.

‡ La réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) englobe cinq questions clés : les catégories de membres, la question du veto détenu par les cinq membres permanents, la représentation régionale, la taille d'un Conseil élargi et ses méthodes de travail, et le Conseil Général de Sécurité. Voir Réforme du Conseil de Sécurité.

§ [Les experts disent que la réforme de l'ONU signifie le réajustement et la répartition des intérêts et des pouvoirs, et que les différents États membres et camps ont leurs propres exigences. \(Réforme de l'ONU : que changer et que conserver ? Par Duan Fengyuan, Réforme de l'ONU : Que changer et que conserver ? - CGTN\)](#)

¶ Ibid.

** Le bon côté des choses est que, face aux multiples défis et menaces sans précédent ainsi qu'aux difficultés de la gouvernance mondiale, la grande majorité des États membres de l'ONU se rallient autour du noble idéal : rendre le monde meilleur et plus sûr. Cela apporte de nouveaux espoirs à l'ONU, même s'il reste encore un long chemin à parcourir.

‡‡ L'escalade du conflit a déclenché une augmentation immédiate et abrupte des besoins humanitaires, car les fournitures et les services essentiels sont perturbés et les civils fuient les combats. L'ONU estime que 12 millions de personnes à l'intérieur de l'Ukraine auront besoin de secours et de protection, tandis que plus de 4 millions de réfugiés ukrainiens pourraient avoir besoin de protection et d'assistance dans les pays voisins dans les mois à venir.

‡‡ Le Conseil de Sécurité a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il compte 15 membres et chaque membre dispose d'une voix. En vertu de la Charte des Nations Unies, tous les États Membres sont tenus de se conformer aux décisions du Conseil. Le Conseil de Sécurité prend l'initiative de déterminer l'existence d'une menace contre la paix ou d'un acte d'agression. Il demande aux parties à un différend de le régler par des moyens pacifiques et recommande des méthodes d'ajustement ou des modalités de règlement. Dans certains cas, le Conseil de Sécurité peut recourir à l'imposition de sanctions ou même autoriser le recours à la force pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

§§ L'une des principales raisons de l'échec de la Société des Nations et du déroulement de la Seconde Guerre Mondiale était le manque de solidarité entre les nations. Cependant, elle est devenue un simple outil utilisé par les pays du P5 pour créer des situations qui leur sont favorables. Une autre partie délicate est que changer la structure ou ajouter de nouveaux membres permanents est également un défi, car le P5 opposera également son veto à une telle idée.

¶¶ Les Russes se sont opposés à la réunion, forçant les 15 membres du Conseil à voter pour discuter de l'Ukraine – seules la Russie et la Chine ont voté non. Mais, comme l'a noté Colum Lurch de Foreign Policy, la réunion ne s'est pas déroulée comme l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Linda Thomas Greenfield, l'avait probablement prévu. Alors que tous les orateurs ont exhorté à la diplomatie plutôt qu'au conflit, les condamnations des États-Unis contre l'accumulation de troupes russes n'ont pas été reprises aussi fort que Washington l'aurait souhaité. Nous sommes encore loin d'avoir « le monde... parlant d'une seule voix », comme l'a dit le président Joe Biden dans une récente déclaration.

*** L'exemple classique à ce stade est l'autorisation par le Conseil de recourir à la force pour refouler l'Irak de Saddam Hussein après son invasion du Koweït au début des années 1990. Il

n'y a absolument aucune chance qu'une action directe autorisée par l'ONU fasse reculer toute agression russe ou des sanctions économiques multilatérales comme celles qui ont été imposées au programme nucléaire iranien la décennie dernière.

††† Rendant les choses plus difficiles pour la diplomatie de l'ONU, la Russie a récemment assumé la présidence tournante du Conseil de Sécurité. Ce pouvoir signifie qu'aucune escalade n'entraînera une réunion d'urgence du conseil dans le mois à venir. Et tandis que l'Assemblée générale, où chaque pays dispose d'une voix, pourrait condamner toute invasion russe de l'Ukraine, toutes les solutions qu'elle propose ne seraient pas contraignantes pour la Russie.

‡‡‡ Ce n'est pas bon signe pour la chance déjà mince que l'ONU intervienne dans une invasion potentielle. Il est vrai que l'ONU a été conçue pour agir comme un contrôle sur les États prêts à faire la guerre à leurs voisins. L'exemple classique à ce stade est l'autorisation par le Conseil de recourir à la force pour refouler [l'Irak de](#) Saddam Hussein après son invasion du Koweït au début des années 1990. Il n'y a absolument aucune chance qu'une action directe autorisée par l'ONU fasse reculer toute agression russe ou des sanctions économiques multilatérales comme celles qui ont été imposées au programme nucléaire iranien au cours de la décennie dernière.